

13 février 2024

(24-1272)

Page: 1/3

**Conférence ministérielle
Treizième session
Abou Dhabi, 26-29 février 2024**

Original: anglais

**DÉCLARATION CONJOINTE DES COPRÉSIDENTS DU GROUPE DE TRAVAIL
INFORMEL SUR LE COMMERCE ET L'ÉGALITÉ DES GENRES SUR LA
PROMOTION D'UN COMMERCE INCLUSIF ET DURABLE GRÂCE
À L'ÉGALITÉ DES GENRES ET À UNE OMC
INTÉGRANT CE PRINCIPE**

TREIZIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'OMC

La déclaration ci-après, datée du 13 février 2024, est distribuée au nom de Cabo Verde, d'El Salvador et du Royaume-Uni.

1. Nous affirmons que l'autonomisation économique des femmes est essentielle pour le développement durable, la croissance du PIB, la réduction de la pauvreté et l'expansion du commerce.
2. Nous rappelons la Déclaration sur le commerce inclusif et l'égalité des genres des coprésidents du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres ([WT/MIN\(22\)/7](#)), publiée à la 12^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC le 12 juin 2022.
3. Nous rappelons que l'égalité des genres occupe une place centrale dans les Objectifs de développement durable (ODD) et qu'elle est essentielle pour la réalisation du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030 visant à trouver des solutions aux défis mondiaux, tout en reconnaissant que les femmes peuvent se heurter à des difficultés additionnelles et à des obstacles disproportionnés, liés en particulier aux soins et travaux domestiques non rémunérés, pour participer au commerce international et en bénéficier pleinement.
4. Nous reconnaissons que de multiples crises mondiales ont réduit la probabilité pour de nombreux pays en développement et PMA d'atteindre les ODD d'ici 2030.
5. Nous réaffirmons qu'il est crucial que le principe de l'égalité des genres soit systématiquement intégré dans la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030.
6. Nous sommes convaincus que l'OMC, le commerce et les politiques commerciales intégrant le principe de l'égalité des genres jouent un rôle majeur pour concrétiser le Programme, et surtout pour atteindre l'ODD 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles), conformément aux objectifs de l'OMC tels qu'ils sont énoncés dans le préambule de l'Accord sur l'OMC.
7. Nous reconnaissons que les travaux du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres sont fondés sur les trois documents suivants:
 - 7.1 le Rapport intérimaire suite à la Déclaration conjointe de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes, établissant le Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres à l'OMC ([WT/L/1095/Rev.1](#) du 25 septembre 2020);

7.2 la Déclaration sur le commerce inclusif et l'égalité des genres des coprésidents du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres ([WT/MIN/\(22\)/7](#) du 12 juin 2022); et

7.3 le Document final de la CM12, paragraphe 13 ([WT/MIN\(22\)/24-WT/L/1135](#) du 22 juin 2022).

8. Nous rappelons les quatre piliers du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres, décrits dans le document [WT/L/1095/Rev.1](#): partager les meilleures pratiques et expériences relatives aux politiques commerciales encourageant l'autonomisation économique des femmes, généraliser la prise en compte des questions de genre à l'OMC, examiner les travaux de recherche et renforcer l'intégration du genre dans l'Aide pour le commerce.

9. Nous reconnaissons que 130 Membres de l'OMC (soit 80%) et 7 gouvernements observateurs participent au Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres.

10. Nous rappelons le Plan de travail à horizon mobile du Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres 2023-2024 ([INF/TGE/W/6](#)) publié le 6 juin 2023.

11. Nous reconnaissons le rôle du Secrétariat de l'OMC, et en particulier de l'Unité Commerce et égalité des genres, s'agissant de soutenir et de faciliter les travaux des Membres sur ces questions, y compris par une assistance technique, et nous encourageons les délégués qui contribuent à élaborer, négocier et mettre en œuvre des politiques commerciales à l'OMC à renforcer leurs compétences en matière de commerce et d'égalité des genres.

12. Le Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres établi en 2020 ([WT/L/1095/Rev.1](#)) offre une plate-forme solide qui aide les Membres de l'OMC à faire fonctionner le commerce pour les femmes et à favoriser la croissance et le développement grâce à la participation accrue des femmes au commerce et à leur autonomisation économique.

13. En particulier, nous avons accompli ce qui suit:

13.1. accru la capacité des Membres de l'OMC à élaborer des politiques intégrant le principe de l'égalité des genres;

13.2. axé nos travaux techniques sur des aspects essentiels relatifs au commerce et à l'égalité des genres, comme les méthodes et modèles de collecte de données tenant compte du genre, les mesures de soutien à l'accès aux marchés pour les entrepreneuses, et les politiques commerciales et accords de libre-échange intégrant le principe de l'égalité des genres;

13.3. commencé à étudier les liens entre les accords/négociations dans le cadre de l'OMC et l'égalité des genres;

13.4. établi de nouvelles collaborations avec le Groupe de travail sur les MPME et les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale;

13.5. créé des liens avec des parties prenantes extérieures clés (y compris entrepreneuses et dirigeantes d'entreprises), ainsi qu'avec d'autres organisations internationales œuvrant pour l'égalité des genres, comme ONU Femmes, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), bénéficiant ainsi de leurs travaux de recherche et de leur expérience de terrain;

13.6. mis en valeur les relations existantes avec des organisations liées au commerce, telles que le Centre du commerce international (ITC) dans le cadre de ses diverses initiatives SheTrades et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

14. Dans le prolongement de ces accomplissements, nous sommes déterminés, en tant que coprésidents, à poursuivre et intensifier nos travaux sur le commerce et l'égalité des genres avec le

soutien des Membres participant au Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres, y compris au moyen des actions suivantes :

14.1. poursuivre le déploiement du Plan de travail à horizon mobile pour 2023-2024 suivant une approche pratique facilitant la collaboration entre les Membres de l'OMC;

14.2. continuer à établir des synergies avec d'autres groupes et comités permanents de l'OMC, d'une manière transversale, et renforcer encore les travaux sur l'Aide pour le commerce, afin de généraliser la prise en compte des questions de genre à l'OMC ;

14.3. inciter nos gouvernements respectifs à inclure nos politiques commerciales favorisant l'autonomisation économique des femmes dans nos futurs rapports d'examen des politiques commerciales, pour mettre en place de bonnes pratiques et encourager d'autres Membres à faire de même;

14.4. favoriser et faciliter l'obtention d'un résultat concret sur l'égalité des genres, avant ou pendant la 14^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC (CM14), qui contribue à promouvoir ce principe dans le domaine commercial et à généraliser sa prise en compte dans les politiques, pratiques et négociations commerciales des Membres; ce résultat concret comprenant entre autres choses:

14.4.1. le partage d'expériences sur les politiques intégrant le principe de l'égalité des genres, s'agissant d'assurer un développement socioéconomique durable et de promouvoir une croissance économique inclusive;

14.4.2. des initiatives et outils spécifiques dont les Membres puissent se servir pour adopter/renforcer des politiques intégrant le principe de l'égalité des genres;

14.5. promouvoir l'inclusion de dispositions ou chapitres spécifiques sur les questions de genre dans les accords commerciaux bilatéraux ou plurilatéraux ;

14.6. continuer à travailler avec les Membres et les organisations internationales pour examiner, développer et améliorer la collecte et l'analyse, au niveau national et/ou régional, de données ventilées par genre, afin d'éclairer l'élaboration de politiques intégrant le principe de l'égalité des genres;

14.7. créer des possibilités de dialogue et de consultation avec des parties prenantes extérieures telles que des entreprises dirigées/détenues par des femmes et des entrepreneuses, des réseaux professionnels, des entités de la société civile et des organisations de défense des droits des femmes, au sujet du commerce et de l'égalité des genres;

14.8. continuer à communiquer les initiatives en matière de recherche pour éclairer les instruments et programmes de politique commerciale visant à soutenir l'autonomisation économique des femmes, et accroître leur participation au commerce international et leur leadership pour promouvoir l'égalité des genres.
